

CHAPITRE 9. — *Exécution du marché*

Art. 18. Le département et le pouvoir adjudicateur flamand sont chargés du suivi de l'exécution et du traitement administratif ultérieur du marché pour les services de recherche et de développement.

Art. 19. Si, après la finalisation du marché de services de recherche et de développement, un marché public est lancé par le pouvoir adjudicateur flamand pour l'achat de quantités commerciales de la prestation ou du produit développé dans le cadre du marché de services de recherche et de développement, le pouvoir adjudicateur flamand veille à ce que les exécutants impliqués dans le marché de services de recherche et de développement ne bénéficient pas d'un traitement préférentiel dans le marché public conformément au point 33 c) de l'encadrement de la recherche et du développement.

CHAPITRE 10. — *Disposition modificative*

Art. 20. A l'article 6, § 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement flamand du 18 décembre 2015 réglant la gestion et le fonctionnement du « Fonds voor Flankerend Economisch en Innovatiebeleid » (Fonds pour la politique d'encadrement économique et d'innovation) et le fonctionnement du comité de décision auprès dudit fonds, tel que modifié par les arrêtés des 4 mars 2016 et 12 mai 2017, il est ajouté un point 10°, ainsi rédigé :

« 10° l'arrêté du Gouvernement flamand du 23 février 2018 réglant le cofinancement de la recherche et du développement dans le cadre de marchés publics. »

CHAPITRE 11. — *Dispositions finales*

Art. 21. Le présent arrêté s'applique également au traitement ultérieur des projets de marchés publics innovants en cours relevant du champ d'application du présent arrêté, pour lesquels une demande a été soumise au département en 2017.

Art. 22. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} mars 2018.

Art. 23. Le Ministre flamand ayant la politique d'innovation technologique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 23 février 2018.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
G. BOURGEOIS

Le Ministre flamand de l'Emploi, de l'Économie, de l'Innovation et des Sports,
Ph. MUYTERS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2018/10954]

18 JANVIER 2018. — Décret relatif au brevet d'infirmier hospitalier dans l'enseignement secondaire de promotion sociale du quatrième degré (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

CHAPITRE PREMIER. — *Dispositions générales*Section PREMIERE. — *Disposition introductive*

Article 1^{er}. Sans préjudice du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, le présent décret a pour objet de transposer la directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles, telle que modifiée par la directive 2013/55/UE du Parlement européen et du Conseil du 20 novembre 2013 en ce qui concerne la formation des brevets d'infirmier(e) hospitalier(e) dans l'enseignement secondaire de promotion sociale du quatrième degré.

Section II. — *Définitions*

Art. 2. Au sens du présent décret, on entend par :

1° établissement d'enseignement de promotion sociale : établissement visé à l'article 1^{er}, § 2, du décret 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale ;

2° unité d'enseignement : unité d'enseignement visée à l'article 13 du décret du 16 avril 1991 précité ;

3° épreuve intégrée : unité d'enseignement visée à l'article 5bis, 11°, du décret du 16 avril précité ;

4° section : section visée aux articles 10, 11 et 12 du décret du 16 avril 1991 précité ;

5° étudiant : étudiant inscrit dans une des unités d'enseignement constitutives de la section « Infirmier hospitalier » de l'enseignement secondaire de promotion sociale du quatrième degré ;

6° chargé de cours : professeur et/ou expert ;

7° tuteur : la personne de référence désignée par l'entreprise où s'effectue un stage ou une activité professionnelle d'apprentissage ;

8° enseignement théorique : volet de la formation suivi par l'étudiant au sein d'un établissement d'enseignement de promotion sociale en vue d'acquies les connaissances, la compréhension, les aptitudes et les compétences pour organiser, dispenser et évaluer les soins globaux de santé ;

9° enseignement clinique : volet de la formation où, conformément à la directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles, telle que modifiée par la directive 2013/55/UE du Parlement européen et du Conseil du 20 novembre 2013, l'étudiant apprend, au sein d'une équipe, en contact direct avec un individu sain ou malade et/ou une collectivité, à organiser, dispenser et évaluer les soins infirmiers requis à partir des connaissances et des compétences acquises. L'étudiant apprend non seulement à travailler en équipe, mais encore à diriger une équipe et à organiser les soins infirmiers globaux, y compris l'éducation à la santé pour des individus et des petits groupes au sein de l'institution de santé ou dans la collectivité ;

10° période : activité pédagogique d'une durée de cinquante minutes.

Dans le présent décret, « enseignement clinique », « stages » et « activités professionnelles d'apprentissage » sont synonymes.

Section III. — Du programme et de la sanction des études

Art. 3. § 1^{er}. Le programme et le déroulement des études de la section sanctionnée par le brevet d'infirmier hospitalier, classée dans le quatrième degré de l'enseignement secondaire de promotion sociale, sont conformes au dossier de référence de la section « Infirmier hospitalier » approuvé par le Gouvernement, conformément à l'article 137 du décret du 16 avril 1991.

La section comporte au moins 4600 heures d'enseignement théorique et clinique, la durée de l'enseignement théorique représentant au moins un tiers et celle de l'enseignement clinique au moins la moitié de la durée minimale de la formation.

§ 2. Ces études mènent à l'obtention du brevet d'infirmier hospitalier visé au décret du 11 mai 2017 relatif au quatrième degré de l'enseignement professionnel secondaire complémentaire, section soins infirmiers.

§ 3. La section visée au paragraphe 1^{er} est organisée sur cinq années scolaires au moins.

Art. 4. Les brevets visés à l'article 3, dont le modèle est fixé par le Gouvernement, sont délivrés par les établissements d'enseignement de promotion sociale aux étudiants ayant réussi l'épreuve intégrée de la section visée au paragraphe premier.

Art. 5. Lorsque la section visée à l'article 3, § 1^{er}, fait l'objet d'une convention entre plusieurs établissements d'enseignement de promotion sociale, la coordination est assurée par le directeur de l'établissement qui organise l'épreuve intégrée.

Section VI. — Des conditions d'inscription

Art. 6. Nul ne peut être admis aux études d'infirmier hospitalier si :

1° lors de l'inscription à la première de l'une des unités d'enseignement suivantes « Initiation aux soins infirmiers généraux et aux sciences fondamentales », « Initiation aux soins infirmiers généraux et contextes spécifiques », « Enseignement clinique : stage d'observation des soins infirmiers généraux » ou « Initiation à la relation soignant/soigné », « Initiation à la déontologie et législation de la profession », telles que prévues dans le dossier de référence visé à l'article 3, § 1^{er}, du présent décret, les étudiants ne fournissent pas les documents suivants :

- un certificat d'aptitude physique délivré soit par le médecin du service auquel est affilié l'établissement fréquenté, soit par un médecin du service de santé administratif ;

- un extrait de casier judiciaire modèle II, ou un document équivalent émanant d'une autorité étrangère, datant de moins de trois mois ;

2° il n'est pas porteur d'un des titres visés à l'article 5 du décret du 11 mai 2017 relatif au quatrième degré de l'enseignement professionnel secondaire complémentaire, section soins infirmiers.

CHAPITRE II. — Des stages et de la protection sanitaire

Section PREMIERE. — Généralités

Art. 7. § 1^{er}. Les stages peuvent être organisés durant les congés scolaires à condition que la surveillance éducative prévue à l'article 10 du présent décret soit assurée.

Ces stages sont répartis sur une durée qui ne peut excéder 60 jours sur l'ensemble des périodes de congés scolaires.

Les stages de jour comme de nuit ne peuvent, en aucun cas, empêcher l'étudiant d'assister aux cours ni enfreindre la réglementation sur la durée du travail en vigueur dans le secteur concerné.

§ 2. Les règles suivantes sont d'application aux stages et aux activités professionnelles d'apprentissage :

1° au cours des unités d'enseignement « Enseignement clinique: stage d'observation des soins infirmiers généraux », « Enseignement clinique : stage d'initiation aux soins infirmiers généraux et contextes spécifiques », « Enseignement clinique : stage de bases en soins infirmiers généraux et contextes spécifiques », « Enseignement clinique : stage de renforcement des bases en soins infirmiers généraux et contextes spécifiques », « Enseignement clinique : stage d'approfondissement en soins infirmiers généraux et contextes spécifiques », telles que prévues dans le dossier de référence visé à l'article 3, § 1^{er}, du présent décret, l'heure de début et celle de la fin du stage diurne ne peuvent être séparées que par un maximum de 8 heures;

2° au cours des unités d'enseignement « Enseignement clinique : stage d'intégration des soins infirmiers généraux », « Enseignement clinique : stage d'intégration des soins infirmiers généraux et contextes spécifiques », « Enseignement clinique : activités professionnelles d'apprentissage en soins infirmiers généraux », « Enseignement clinique : activités professionnelles d'apprentissage en soins infirmiers généraux en contextes spécifiques », telles que prévues dans le dossier de référence visé à l'article 3, § 1^{er}, du présent décret, les stages seront organisés selon l'horaire en vigueur dans les services et unités de soins au sein desquels le stage est effectué;

3° au cours de l'ensemble des unités d'enseignement « Enseignement clinique : stage de renforcement des bases en soins infirmiers généraux et contextes spécifiques », « Enseignement clinique : stage d'approfondissement en soins infirmiers généraux et contextes spécifiques », « Enseignement clinique : stage d'intégration des soins infirmiers généraux », « Enseignement clinique : stage d'intégration des soins infirmiers généraux et contextes spécifiques », « Enseignement clinique : activités professionnelles d'apprentissage en soins infirmiers généraux », « Enseignement clinique : activités professionnelles d'apprentissage en soins infirmiers généraux en contextes spécifiques » telles que prévues dans le dossier de référence visé à l'article 3, § 1^{er}, du présent décret, les stages et les activités professionnelles d'apprentissage peuvent être organisés pendant le week-end et ce à concurrence de 5 à 15 week-ends au maximum et pour autant que la surveillance éducative prévue à l'article 10 du présent décret soit assurée.

§ 3. Au cours des unités d'enseignement « « Enseignement clinique : stage d'observation des soins infirmiers généraux », « Enseignement clinique : stage d'initiation aux soins infirmiers généraux et contextes spécifiques », « Enseignement clinique : stage de bases en soins infirmiers généraux et contextes spécifiques », « Enseignement clinique : stage de renforcement des bases en soins infirmiers généraux et contextes spécifiques », « Enseignement clinique : stage d'approfondissement en soins infirmiers généraux et contextes spécifiques », telles que prévues dans le dossier de référence visé à l'article 3, § 1^{er}, du présent décret, aucun stage ne peut être organisé la nuit.

Les règles suivantes sont d'application aux stages accomplis la nuit :

1° au cours des unités d'enseignement « Enseignement clinique : stage d'intégration des soins infirmiers généraux », « Enseignement clinique : stage d'intégration des soins infirmiers généraux et contextes spécifiques », « Enseignement clinique : activités professionnelles d'apprentissage en soins infirmiers généraux », « Enseignement clinique : activités professionnelles d'apprentissage en soins infirmiers généraux en contextes spécifiques », telles que prévues dans le dossier de référence visé à l'article 3, § 1^{er}, du présent décret, entre quatre et douze prestations nocturnes doivent être organisées et pour autant que la surveillance éducative prévue à l'article 10 du présent décret soit assurée;

2° chaque prestation nocturne doit avoir une durée de huit heures au minimum.

Art. 8. Les étudiants sont soumis durant leurs études au même contrôle médical que celui prévu pour les infirmiers. Le Gouvernement est chargé de déterminer les modalités de ce contrôle.

Art. 9. § 1^{er}. L'enseignement clinique est dispensé dans des services tant hospitaliers qu'extrahospitaliers situés en Belgique ou dans un pays autre que la Belgique et offrant les ressources cliniques, sociales et pédagogiques nécessaires à la formation technique, psychologique, morale et sociale des étudiants sous la direction de chargés de cours infirmiers/sages-femmes et sous la responsabilité de l'établissement d'enseignement de promotion sociale. D'autres personnels qualifiés peuvent être intégrés dans le processus d'enseignement.

§ 2. Tous les services précités doivent être agréés par les instances compétentes conformément à la législation en vigueur.

Section II. — Conditions de validité

Art. 10. Pour être valable, l'enseignement clinique doit répondre aux conditions suivantes :

1° la planification, l'organisation et la coordination des heures d'enseignement clinique doivent être confiées à un gradué/bachelier en soins infirmiers ou bachelier Infirmier responsable en soins généraux, ayant une expérience d'au moins six ans dans l'enseignement infirmier ;

2° la surveillance éducative des étudiants doit être placée sous la responsabilité d'un chargé de cours. Cette exigence n'est pas d'application pour l'enseignement clinique organisé la nuit, le week-end ou les congés scolaires. Dans ce cas, la surveillance est assurée par un tuteur. Le tuteur est un infirmier présent dans le service ou unité concerné(e) ;

3° en aucun cas, il ne peut y avoir plus de trois étudiants par infirmier ou par sage-femme présent dans le service ;

4° les étudiants sont tenus de rédiger des rapports de soins conformément aux dossiers pédagogiques des unités d'enseignement clinique. On entend par rapport de soins, un document destiné à fournir la preuve de l'acquisition d'une démarche de résolution de problèmes adaptée aux soins infirmiers.

Art. 11. § 1^{er}. Les conditions suivantes de fonctionnement et d'organisation doivent être satisfaites :

1° une convention de stage doit être conclue par écrit entre l'établissement d'enseignement de promotion sociale et l'institution de stage. Elle a pour but de régler les relations entre l'établissement d'enseignement de promotion sociale qui est responsable de la formation, et l'institution de stage qui collabore à cette formation.

Cette convention doit porter au moins sur les points suivants :

a) les noms des responsables tant de l'établissement d'enseignement de promotion sociale que de l'institution de stage ;

b) le nombre d'étudiants par service ;

c) les unités d'enseignement concernées ;

d) la durée et la répartition des stages dans le temps ;

e) l'assurance en responsabilité civile ;

f) l'encadrement des stages, assuré par un chargé de cours ou par un tuteur ;

1° une collaboration doit exister entre le département infirmier et l'établissement d'enseignement de promotion sociale, conformément aux règles prévues par le contrat visé au 1°;

2° le responsable de l'institution de stage doit être le chef du département infirmier ou un gradué/bachelier en soins infirmiers ou bachelier Infirmier responsable en soins généraux qui en tient lieu ou qui lui est lié sur le plan fonctionnel.

§ 2. En choisissant le service de stage, l'établissement d'enseignement de promotion sociale veille à ce que les étudiants soient confrontés à un éventail de situations sanitaires et/ou pathologiques et d'aspects psycho-médico-sociaux ainsi qu'à une diversité de soins infirmiers correspondant aux différents stades de la formation.

Pendant les stages, les étudiants doivent avoir la possibilité d'exécuter les tâches en rapport avec leur niveau de compétence et être à même d'en procéder à une évaluation méthodique.

Les expériences de formation acquises par les étudiants doivent faire l'objet de discussions avec les chargés de cours ainsi qu'avec l'infirmier responsable du service chaque fois que cela s'avère possible.

§ 3. Le Ministre qui a l'Enseignement de promotion sociale dans ses attributions peut, pour le choix du service ou de l'unité d'enseignement clinique, accorder une dérogation aux conditions fixées aux articles 9 à 12, lorsqu'il s'agit d'expériences nouvelles en matière de soins de santé.

Section III. — Répartition de l'enseignement clinique

Art. 12. L'enseignement clinique menant à l'obtention du brevet d'infirmier hospitalier comprend 3130 périodes de 50 minutes (2608 heures) réparties sur 5 années scolaires minimum.

Art. 13. Sur l'ensemble des unités d'enseignement de la section sanctionnée par le brevet d'infirmier hospitalier, des visites d'études dans un ou plusieurs des domaines de stages énumérés aux articles 15, 16 et 17 peuvent être organisées, à concurrence de 150 périodes (125 heures) maximum et pour autant que les étudiants établissent un rapport écrit de chacune d'elles.

Art. 14. Pour chaque étudiant, l'établissement d'enseignement de promotion sociale remplit un tableau récapitulatif de stages et d'activités professionnelles d'apprentissage. Ce document fait partie du dossier administratif de l'étudiant et doit être tenu à disposition des services de l'Inspection et de la Direction générale de l'enseignement non obligatoire et de la recherche scientifique.

Art. 15. Les unités d'enseignement « Enseignement clinique : stage d'observation des soins infirmiers généraux », « Enseignement clinique : stage d'initiation aux soins infirmiers généraux et contextes spécifiques », « Enseignement clinique : stage de bases en soins infirmiers généraux et contextes spécifiques », telles que prévues au dossier de référence visé à l'article 3, § 1^{er}, du présent décret comportent 720 périodes d'enseignement clinique des soins infirmiers généraux à répartir comme suit :

1° auprès d'adultes hospitalisés dans des services de médecine ou de chirurgie ;

2° auprès de personnes âgées ;

3° au choix de l'établissement, des stages peuvent également être organisés auprès d'enfants sains et auprès de personnes en situation de handicap.

Art. 16. Les unités d'enseignement « Enseignement clinique : stage de renforcement des bases en soins infirmiers généraux et contextes spécifiques », « Enseignement clinique : stage d'approfondissement en soins infirmiers généraux et contextes spécifiques », telles que prévues au dossier de référence visé à l'article 3, § 1^{er}, du présent décret comportent 780 périodes d'enseignement clinique des soins infirmiers à répartir comme suit :

1° auprès d'adultes hospitalisés dans des services de médecine et de chirurgie ;

2° auprès de personnes âgées ;

3° auprès de personnes nécessitant des soins de santé mentale et/ou psychiatrique ;

4° au choix de l'établissement, des stages peuvent être organisés dans des services de pédiatrie, maternité, auprès de personnes recevant des soins à domicile, auprès d'enfants sains et auprès de personnes en situation de handicap.

Art. 17. Les unités d'enseignement « Enseignement clinique : stage d'intégration des soins infirmiers généraux », « Enseignement clinique : stage d'intégration des soins infirmiers généraux et contextes spécifiques », « Enseignement clinique : activités professionnelles d'apprentissage en soins infirmiers généraux », « Enseignement clinique : activités professionnelles d'apprentissage en soins infirmiers généraux en contextes spécifiques » telles que prévues au dossier de référence visé à l'article 3, § 1^{er}, du présent décret, comportent 1630 périodes d'enseignement clinique des soins infirmiers à répartir comme suit :

1° auprès d'adultes hospitalisés dans des services de médecine et chirurgie ;

2° auprès de personnes âgées ;

3° auprès de personnes nécessitant des soins de santé mentale et/ou psychiatriques ;

4° auprès de personnes recevant des soins à domicile ;

5° au choix de l'établissement, des stages peuvent être organisés dans des services de pédiatrie, maternité, salle d'opération, autres services médico-techniques et auprès de personnes en situation de handicap ;

6° au choix de l'établissement.

Quel que soit son parcours, l'étudiant doit totaliser à l'issue de sa formation conduisant au brevet d'infirmier hospitalier 5520 périodes (4600 heures) de formation dont un minimum de 2760 périodes (2300 heures) d'enseignement clinique et au moins un tiers d'enseignement théorique.

CHAPITRE III. — Dispositions abrogatoires

Art. 18. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 septembre 1997 fixant les conditions de collation du brevet d'infirmier hospitalier dans l'enseignement de promotion sociale est abrogé.

Art. 19. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 septembre 1997 fixant le programme de l'enseignement clinique pour l'obtention du brevet d'infirmier hospitalier dans l'enseignement de promotion sociale est abrogé.

CHAPITRE IV. — Entrée en vigueur

Art. 20. Le présent décret produit ses effets le 1^{er} septembre 2017.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 18 janvier 2018.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,
A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,
R. MADRANE

La Ministre de l'Education,
M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. FLAHAUT

Le Ministre de l'Enseignement de promotion sociale, de la Jeunesse,
des Droits des femmes et de l'Égalité des chances,
I. SIMONIS

—
Note

(1) *Session 2017-2018*

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 570-1. – Rapport de commission, n° 570-2 – Texte adopté en commission, n° 570-3 – Texte adopté en séance plénière, n° 570-4.

Compte-rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 17 janvier 2018.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2018/10954]

**18 JANUARI 2018. — Decreet betreffende het brevet van ziekenhuisverpleger
in het secundair onderwijs voor sociale promotie van de vierde graad (1)**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Afdeling I. — Inleidende bepaling

Artikel 1. Onverminderd het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, heeft dit decreet tot doel Richtlijn 2005/36/EG van het Europees Parlement en de Raad betreffende de erkenning van beroepskwalificaties, zoals gewijzigd bij Richtlijn 2013/55/EU van het Europees Parlement en de Raad van 20 november 2013 om te zetten, betreffende de opleiding van brevetten van ziekenhuisverpleger(st)er in het secundair onderwijs voor sociale promotie van de vierde graad.

Afdeling II. — Definities

Art. 2. In de zin van dit decreet wordt verstaan onder :

1° inrichting voor onderwijs voor sociale promotie : inrichting bedoeld in artikel 1, § 2, van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie ;

2° onderwijseenheid : onderwijseenheid bedoeld in artikel 13 van het bovenvermelde decreet van 16 april 1991 ;

3° geïntegreerde proef : onderwijseenheid bedoeld in artikel 5bis, 11°, van het bovenvermelde decreet van 16 april 1991 ;

4° afdeling : afdeling bedoeld in de artikelen 10, 11 en 12 van het bovenvermelde decreet van 16 april 1991 ;

5° student : student ingeschreven in één van de onderwijseenheden waaruit de afdeling « ziekenhuisverpleger » in het secundair onderwijs voor sociale promotie van de vierde graad bestaat ;

6° docent : hoogleraar en/of deskundige ;

7° mentor : de verwijzingspersoon die aangesteld wordt door de onderneming waar een stage of een beroepsleeractiviteit georganiseerd wordt ;

8° theoretisch onderwijs : luik van de opleiding gevolgd door de student binnen een inrichting voor onderwijs voor sociale promotie om de kennis, het begrip, de vaardigheden en de competenties te verwerven om de globale gezondheidszorg te organiseren, te verstrekken en te beoordelen ;

9° klinisch onderwijs : luik van de opleiding waar, overeenkomstig Richtlijn 2005/36/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 september 2005 betreffende de erkenning van de beroepskwalificaties, zoals gewijzigd bij Richtlijn 2013/55/EU van het Europees Parlement en de Raad van 20 november 2013, de student in teamverband en in rechtstreeks contact met een gezonde of zieke persoon en/of een gemeenschap op grond van verworven kennis en bekwaamheid de vereiste verpleegkundige verzorging leert verstrekken en beoordelen. De student leer niet alleen in teamverband werken, maar ook als teamleider op te treden en een globale verpleegkundige zorg te organiseren, waaronder de gezondheidsopvoeding voor individuele personen en kleine groepen binnen de instelling voor gezondheidszorg of in de gemeenschap ;

10° lestijd : pedagogische activiteit van een duur van vijftig minuten.

In dit decreet zijn de woorden « klinisch onderwijs », « stages » en « beroepsleeractiviteiten » synoniem.

Afdeling III. — Programma en bekrachtiging van studies

Art. 3. § 1. Het programma en het verloop van de studies van de afdeling bekrachtigd door het brevet van ziekenhuisverpleger (-verpleegster), gerangschikt in de vierde graad van het secundair onderwijs voor sociale promotie, stemmen overeen met het referentiedossier van de afdeling « Ziekenhuisverpleger » goedgekeurd door de Regering, overeenkomstig artikel 137 van het decreet van 16 april 1991.

De afdeling telt ten minste 4600 uur theoretisch en klinisch onderwijs; het theoretisch onderwijs duurt minder dan één derde en het klinisch onderwijs duurt ten minste de helft van de minimale duur van de opleiding.

§ 2. Deze studies leiden tot het behalen van het brevet van ziekenhuisverpleger bedoeld in het decreet van 11 mei 2017 betreffende de vierde graad van het aanvullend beroepssecundair onderwijs, afdeling verpleegkundige verzorging.

§ 3. De afdeling bedoeld in § 1 wordt ten minste over vijf schooljaren georganiseerd.

Art. 4. De brevetten bedoeld in artikel 3, waarvan het model door de Regering wordt vastgesteld, worden uitgereikt door de inrichtingen voor onderwijs voor sociale promotie aan studenten die voor de geïntegreerde proef van de afdeling bedoeld in § 1 geslaagd zijn.

Art. 5. Wanneer de afdeling bedoeld in artikel 3, § 1, het voorwerp uitmaakt van een overeenkomst tussen verschillende inrichtingen voor onderwijs voor sociale promotie, wordt de coördinatie waargenomen door de directeur van de inrichting die de geïntegreerde proef organiseert.

Afdeling VI. — Inschrijvingsvoorwaarden

Art. 6. Niemand mag tot de studies van ziekenhuisverpleger (-verpleegster) toegelaten worden :

1° indien bij de inschrijving voor de eerste van één van de volgende onderwijseenheden “Initiatie tot algemene verpleegkundige verzorging en fundamentele wetenschappen”, “Initiatie tot de algemene verpleegkundige verzorging en specifieke contexten”, “Klinisch onderwijs : observatiestage van algemene verpleegkundige verzorging” of “Initiatie tot de verhouding tussen de verplegende persoon en de verpleegde persoon”, « Initiatie tot de deontologie en wetgeving van het beroep », zoals voorzien in het referentiedossier bedoeld in artikel 3, § 1, van dit decreet, de studenten de volgende documenten niet voorleggen:

- een getuigschrift van lichamelijke geschiktheid, uitgereikt ofwel door de arts van de dienst waarbij de inrichting aangesloten is, ofwel door een arts van de administratieve gezondheidsdienst;

- een uittreksel uit het strafregister model II of een gelijkwaardig document afkomstig uit een buitenlandse overheid, dat van minder dan drie maanden dateert;

2° indien hij geen houder is van één van de bekwaamheidsbewijzen bedoeld in artikel 5 van het decreet van 11 mei 2017 betreffende de vierde graad van het aanvullend beroepssecundair onderwijs, afdeling verpleegkunde .

HOOFDSTUK II. — *Stages en gezondheidsbescherming*

Afdeling I. — Algemene bepalingen

Art. 7. § 1. De stages mogen georganiseerd worden tijdens de schoolvakantie op voorwaarde dat het opleidingstoezicht bedoeld in artikel 10 van dit decreet, wordt gewaarborgd.

Deze stages worden verspreid over een periode die niet langer mag duren dan 60 dagen voor het geheel van de schoolvakantieperiodes.

Zowel de dagstages als de nachtstages mogen geenszins de student beletten de cursussen te volgen, noch strijdig zijn met de geldende reglementering over de arbeidsduur die in de betrokken sector geldig is.

§ 2. De volgende regels zijn van toepassing op de stages en op de beroepsleeractiviteiten :

1° tijdens de onderwijseenheden « Klinisch onderwijs: observatiestage van de algemene verpleegkundige verzorging », « Klinisch onderwijs : initiatiestage algemene verpleegkundige verzorging en specifieke contexten », « Klinisch onderwijs : basisstages in algemene verpleegkundige verzorging en specifieke contexten », « Klinisch onderwijs : stage voor de versterking van de vaardigheden in algemene verpleegkundige verzorging en specifieke contexten », « Klinisch onderwijs : “verdiepingsstage in algemene verpleegkundige verzorging en specifieke contexten », zoals voorzien in het referentiedossier bedoeld in artikel 3, § 1, van dit decreet, het uur van begin en einde van de dagstage mogen slechts worden gescheiden door een maximum van 8 uur;

2° tijdens de onderwijseenheden « Klinisch onderwijs : integratiestage van algemene verpleegkundige verzorging », « Klinisch onderwijs : integratiestage van algemene verpleegkundige verzorging en specifieke contexten », « Klinisch onderwijs : beroepsleeractiviteiten in algemene verpleegkundige verzorging », « Klinisch onderwijs : beroepsleeractiviteiten in algemene verpleegkundige verzorging in specifieke contexten », zoals voorzien in het referentiedossier bedoeld in artikel 3, § 1, van dit decreet, zullen de stages georganiseerd worden volgens de geldende uurregeling in de diensten en eenheden van verzorging binnen dewelke het stage uitgevoerd wordt;

3° tijdens het geheel van de onderwijseenheden « Klinisch onderwijs : stage tot versterking van de vaardigheden in algemene verpleegkundige verzorging en specifieke contexten », « Klinisch onderwijs : verdiepingsstage in algemene verpleegkundige verzorging en specifieke contexten », « Klinisch onderwijs : integratiestage van algemene verpleegkundige verzorging », « Klinisch onderwijs : integratiestage van algemene verpleegkundige verzorging en specifieke contexten », « Klinisch onderwijs : beroepsleeractiviteiten in algemene verpleegkundige verzorging », « Klinisch onderwijs : beroepsleeractiviteiten in algemene verpleegkundige verzorging in specifieke contexten », zoals voorzien in het referentiedossier bedoeld in artikel 3, § 1, van dit decreet, mogen de stages en de beroepsleeractiviteiten tijdens het weekend georganiseerd worden en dit, naar rata van hoogstens 5 tot 15 weekenden en voor zover het opvoedingstoezicht bedoeld in artikel 10 van dit decreet gewaarborgd wordt.

§ 3. Tijdens de onderwijseenheden « « Klinisch onderwijs : observatiestage van algemene verpleegkundige verzorging », « Klinisch onderwijs : initiatiestage algemene verpleegkundige verzorging en specifieke contexten », « Klinisch onderwijs : Basisstage in algemene verpleegkundige verzorging en specifieke contexten », « Klinisch onderwijs : stage voor de versterking van de vaardigheden in algemene verpleegkundige verzorging en specifieke contexten », « Klinisch onderwijs : verdiepingsstage in algemene verpleegkundige verzorging en specifieke contexten », zoals voorzien in het referentiedossier bedoeld in artikel 3, § 1, van dit decreet, mag geen enkel stage 's nachts georganiseerd worden.

De volgende regels zijn van toepassing op de stages die 's nachts uitgevoerd worden :

1° tijdens de onderwijseenheden « Klinisch onderwijs : integratiestage van algemene verpleegkundige verzorging », « Klinisch onderwijs : integratiestage van algemene verpleegkundige verzorging en specifieke contexten », « Klinisch onderwijs : beroepsleeractiviteiten in algemene verpleegkundige verzorging », « Klinisch onderwijs : beroepsleeractiviteiten in algemene verpleegkundige verzorging en specifieke contexten », zoals voorzien in het referentiedossier bedoeld in artikel 3, § 1, van dit decreet, moeten tussen vier en twaalf nachtprestaties georganiseerd worden en voor zover het opvoedingstoezicht bedoeld in artikel 10 van dit decreet gewaarborgd wordt;

2° elke nachtverstrekkung moet ten minste acht uur duren.

Art. 8. De studenten worden tijdens hun studies onderworpen aan dezelfde medische controle dan deze voorzien voor de verpleegkundigen. De Regering is belast met het vaststellen van de nadere regels voor deze controle.

Art. 9. § 1. Het klinisch onderwijs wordt gegeven zowel in de diensten binnen de ziekenhuizen als buiten de ziekenhuizen gevestigd in België of in een ander land dan België en waarbij klinische, sociale en pedagogische middelen ter beschikking worden gesteld die nodig zijn voor de technische, psychologische, morele en sociale opleiding van de studenten onder de directie van docenten verpleegkundigen-vroedvrouwen en onder de verantwoordelijkheid van de inrichting voor onderwijs voor sociale promotie. Andere bekwame personeelsleden mogen in het onderwijsproces geïntegreerd worden.

§ 2. Alle bovenvermelde diensten moeten door de bevoegde instanties erkend worden overeenkomstig de geldende wetgeving.

Afdeling II. — Geldigheidsvoorwaarden

Art. 10. Om geldig te zijn, moet het klinisch onderwijs aan volgende voorwaarden voldoen :

1° de planning, de organisatie en de coördinatie van de uren klinisch onderwijs moeten toevertrouwd worden aan een gegradueerde/bachelor verpleger (verpleegster) of bachelor verantwoordelijk algemeen ziekenverpleger met ten minste zes jaar ervaring in het verplegingsonderwijs;

2° het educatief toezicht op studenten moet onder de verantwoordelijkheid staan van een docent. Deze vereiste is niet van toepassing op het klinisch onderwijs dat 's nachts, tijdens het weekend of tijdens de schoolvakantie ingericht wordt. In dit geval wordt het toezicht door een mentor gevoerd. De mentor is een verpleger die aanwezig is in de betrokken dienst of eenheid;

3° in geen enkel geval mogen er meer dan drie studenten onder het toezicht van de in de dienst aanwezige verpleger (verpleegster) of vroedvrouw staan;

4° de studenten zijn verplicht verslagen over verzorging op te stellen overeenkomstig de pedagogische dossiers van de eenheden van klinisch onderwijs. Onder verslag over verzorging wordt verstaan een document dat dient om het bewijs te leveren dat de student geleerd heeft hoe hij (zij) moet optreden om problemen inzake verpleegkundige verzorging op te lossen.

Art. 11. § 1. 1. Aan volgende voorwaarden inzake werking en organisatie moet worden voldaan :

1° Een stageovereenkomst moet gesloten worden tussen de onderwijsinrichting voor sociale promotie en de stageinrichting met als doel de relaties te regelen tussen de onderwijsinrichting voor sociale promotie, verantwoordelijk voor de opleiding, en de stageinrichting die haar medewerking verleent aan deze opleiding.

Deze overeenkomst moet ten minste betrekking hebben op volgende punten :

a) de namen van de verantwoordelijken zowel van de onderwijsinrichting voor sociale promotie als deze van de stageinrichting;

b) het aantal studenten per dienst;

c) de betrokken onderwijseenheden;

d) de duur en de spreiding van de stages in de tijd;

e) de verzekering burgerlijke aansprakelijkheid;

f) de begeleiding van de stages, verleend door een docent of een mentor ;

1° het verpleegkundig departement en de onderwijsinrichting voor sociale promotie moeten samenwerken, overeenkomstig de regels voorzien in de overeenkomst bedoeld in 1°;

2° de verantwoordelijke van de stageinrichting moet het hoofd van het verpleegkundig departement zijn of een gegradueerde/bachelor verpleger (verpleegster) of bachelor verantwoordelijk algemeen ziekenverpleger die deze functie vervult of die met hem (haar) op functioneel vlak verbonden is.

§ 2. Bij de keuze van de stagedienst moet de onderwijsinrichting voor sociale promotie ervoor zorgen dat de studenten geconfronteerd worden met een waaier van gezondheids- en/of pathologische toestanden en psychomedisch-sociale aspecten alsook met een diversiteit aan verpleegkundige verzorging die met de verschillende stadia van de opleiding overeenstemmen.

Tijdens de stages moeten de studenten de mogelijkheid hebben welbepaalde taken uit te voeren die in overeenstemming zijn met hun bevoegdheidsniveau en moeten er een methodische evaluatie van kunnen maken.

De opleidingservaringen opgedaan door de studenten moeten besproken worden met de docenten, alsook met de verpleger (verpleegster) verantwoordelijk voor de dienst telkens als dit mogelijk is.

§ 3. De Minister bevoegd voor het Onderwijs voor sociale promotie, kan wat de keuze betreft van de dienst of van de eenheid voor klinisch onderwijs, een afwijking van de vereisten toestaan vermeld in de artikelen 9 tot 12, en in 't bijzonder wanneer het gaat om nieuwe ervaringen inzake gezondheidszorg.

Afdeling III. — Verdeling van het klinisch onderwijs

Art. 12. Het klinisch onderwijs dat leidt tot het behalen van het brevet van ziekenhuisverpleger(st)er moet ten minste 3130 lestijden van 50 minuten (2608 uur) omvatten gespreid over ten minste 5 jaar studies.

Art. 13. Voor alle onderwijsseenheden van de afdeling bekrachtigd door het brevet van ziekenhuisverpleger (ster), kunnen er studiebezoeken in een of meer stagedomeinen, opgesomd in de artikelen 15, 16 en 17, georganiseerd worden ten belope van maximum 150 lestijden (125 uur) en voor zover de studenten schriftelijk een verslag opmaken over elk bezoek.

Art. 14. Voor iedere student stelt de onderwijsinrichting voor sociale promotie een overzichtstabel over de stages en de beroepsleeractiviteiten op. Dit document maakt deel uit van een administratief dossier van de student en moet ter beschikking gesteld worden van de Inspectiedienst en van de Algemene Directie niet-verplicht onderwijs en wetenschappelijk onderzoek.

Art. 15. De onderwijsseenheden « Klinisch onderwijs : observatiestage van algemene verpleegkundige verzorging », « Klinisch onderwijs : initiatiestage tot algemene verpleegkundige verzorging en specifieke contexten », « Klinisch onderwijs : basisstage in algemene verpleegkundige verzorging en specifieke contexten », zoals voorzien in het referentiedossier bedoeld in artikel 3, § 1, van dit decreet omvatten 720 lestijden klinisch onderwijs algemene verpleegkundige verzorging die als volgt gespreid moeten worden :

1° bij volwassenen opgenomen in de geneeskundige of heelkundige diensten ;

2° bij bejaarden ;

3° naar keuze van de inrichting, mogen stages ook georganiseerd worden bij gezonde kinderen en bij personen met een handicap.

Art. 16. De onderwijsseenheden « Klinisch onderwijs : stage tot versterking van de vaardigheden in algemene verpleegkundige verzorging en specifieke contexten », « Klinisch onderwijs : verdiepingsstage algemene verpleegkundige verzorging en specifieke contexten », zoals voorzien in het referentiedossier bedoeld in artikel 3, § 1, van dit decreet omvatten 780 lestijden klinisch onderwijs verpleegkundige verzorging die als volgt verspreid moeten worden :

1° bij volwassenen opgenomen in geneeskundige of heelkundige diensten ;

2° bij bejaarden ;

3° bij personen die geestelijke en/of psychiatrische gezondheidszorgverleningen nodig hebben ;

4° naar keuze van de inrichting kunnen stages ook georganiseerd worden in de diensten kindergeneeskunde, materniteit, bij personen die thuisverzorging krijgen, bij gezonde kinderen en bij personen met een handicap.

Art. 17. De onderwijsseenheden « Klinisch onderwijs : integratiestage van algemene verpleegkundige verzorging », « Klinisch onderwijs : integratiestage van algemene verpleegkundige verzorging en specifieke contexten », « Klinisch onderwijs : beroepsleeractiviteiten in algemene verpleegkundige verzorging », « Klinisch onderwijs : beroepsleeractiviteiten in algemene verpleegkundige verzorging in specifieke contexten », zoals voorzien in het referentiedossier bedoeld in artikel 3, § 1, van dit decreet, omvatten 1630 lestijden klinisch onderwijs verpleegkundige verzorging die als volgt verspreid moeten worden:

1° bij volwassenen opgenomen in de geneeskundige en heelkundige diensten;

2° bij bejaarden ;

3° bij personen die geestelijke en/of psychiatrische gezondheidszorgverleningen nodig hebben ;

4° bij personen die thuisverzorging krijgen;

5° naar keuze van de inrichting, kunnen stages georganiseerd worden in de diensten kindergeneeskunde, materniteit, operatiezalen, andere medisch-technische diensten en bij personen met een handicap ;

6° naar keuze van de inrichting.

Ongeacht zijn studietraject moet de student, op het einde van zijn opleiding die leidt tot het behalen van het brevet van ziekenhuisverpleger, 5520 lestijden (4600 uur) hebben gevolgd waaronder ten minste 2760 lestijden (2300 uur) klinisch onderwijs en ten minste een derde theoretisch onderwijs.

HOODSTUK III. — Opheffingsbepalingen

Art. 18. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 september 1997 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder het brevet van ziekenhuisverpleger (-verpleegster) in het onderwijs voor sociale promotie wordt toegekend, wordt opgeheven.

Art. 19. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 september 1997 tot vaststelling van het programma van het klinisch onderwijs voor het behalen van het brevet van ziekenhuisverpleger (-verpleegster) in het onderwijs voor sociale promotie, wordt opgeheven.

HOOFDSTUK IV. — *Inwerkingtreding*

Art. 20. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 september 2017.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 18 januari 2018.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Vice-Presidente en Minister van Cultuur en Kind,

A. GREOLI

De Vice-President, Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuzen, Sport en Promotie van Brussel,
belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,

M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen

I. SIMONIS

Nota

(1) *Zitting 2017-2018*

Stukken van het Parlement. - Ontwerp van decreet, nr. 570-1. Commissieverslag, nr. 570-2. - Tekst aangenomen tijdens de commissie, nr. 570-3 – Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 570-4.

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 17 januari 2018.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2018/10977]

24 JANVIER 2018. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'annexe de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 octobre 2008 approuvant le plan de formation relatif au volet propre au réseau d'enseignement organisé par la Communauté française, en application de l'article 18, § 2, du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs, notamment son article 18, § 2 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 octobre 2008 approuvant le plan de formation relatif au volet propre au réseau d'enseignement organisé par la Communauté française, en application de l'article 18, § 2, du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs ;

Vu l'avis de la Commission permanente de la promotion et de la sélection, donné le 11 octobre 2017 ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 17 octobre 2017 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 7 novembre 2017 ;

Vu le « Test genre » du 9 octobre 2017 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu le protocole du Comité de négociation de secteur IX du 4 décembre 2017 ;

Vu l'avis 62.645/2 du Conseil d'Etat, donné le 8 janvier 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Jeunesse, des Droits des femmes et de l'Egalité des chances ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans la partie I, § 5, de l'annexe de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 octobre 2008 approuvant le plan de formation relatif au volet propre au réseau d'enseignement organisé par la Communauté française, en application de l'article 18, § 2, du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs, les mots « 60 % » sont remplacés par les mots « 50 % ».

Art. 2. Dans la partie II, § 5, de l'annexe de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 octobre 2008 approuvant le plan de formation relatif au volet propre au réseau d'enseignement organisé par la Communauté française, en application de l'article 18, § 2, du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs, les mots « 60 % » sont remplacés par les mots « 50 % ».

Art. 3. Dans la partie I, § 3, de l'annexe de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 octobre 2008 approuvant le plan de formation relatif au volet propre au réseau d'enseignement organisé par la Communauté française, en application de l'article 18, § 2, du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs, le mot « critères » est remplacé par le mot « acquis ».

Art. 4. Dans la partie I, § 5, de l'annexe de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 octobre 2008 approuvant le plan de formation relatif au volet propre au réseau d'enseignement organisé par la Communauté française, en application de l'article 18, § 2, du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs, le mot « critères » est remplacé par le mot « acquis ».